

Science économique
Chapitre ... : Comment lutter contre le chômage ?

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
<p>Comment lutter contre le chômage ?</p> <p><i>Vocabulaire : Chômage, Sous-emploi, Chômage conjoncturel, Demande globale, Chômage structurel, Appariement, Asymétrie d'information, Salaire d'efficience, Institutions, Politiques conjoncturelles, Coût du travail, Flexibilisation, Rigidités du marché du travail.</i></p> <p>Rappel de 2^{de} et 1^{ère} : <i>Marché, Asymétrie d'information, Protection sociale.</i></p>	<p>Savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Savoir définir le chômage et le sous-emploi et connaître les indicateurs de taux de chômage et de taux d'emploi. <p>Comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comprendre que les problèmes d'appariements (frictions, inadéquations spatiales et de qualifications) et les asymétries d'information (salaire d'efficience) sont des sources de chômage structurel. - Comprendre les effets (positifs ou négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi). - Comprendre les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage conjoncturel. <p>Connaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaître les principales politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage : politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, politiques d'allègement du coût du travail, politiques de formation et politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail.

Sensibilisation :



→ Vidéo – Bernard Gazier (Sorbonne Paris 1)

Q1 Pourquoi la notion de qualité de l'emploi doit-elle se substituer à celles de plein-emploi puis de taux d'emploi selon B. Gazier ?

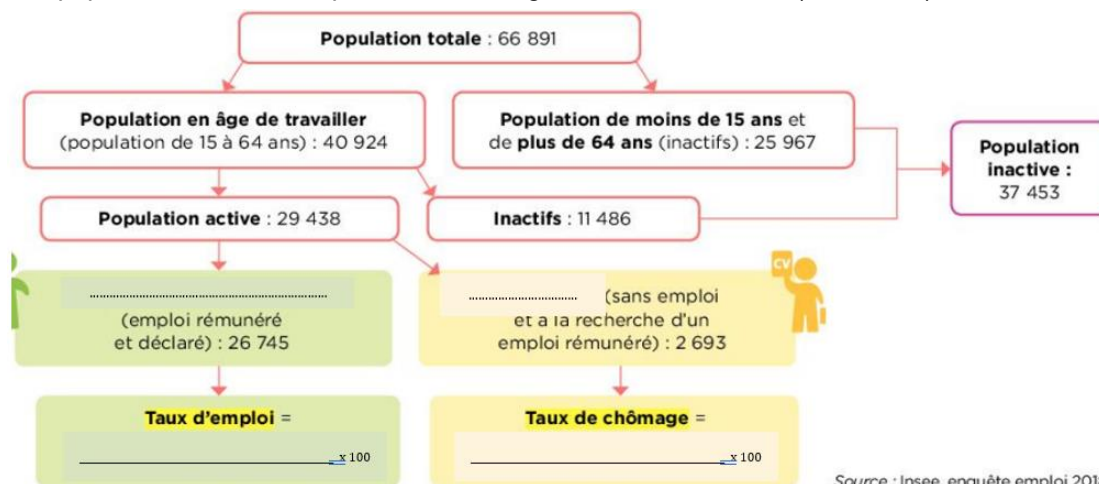
→ Comment peut-on lutter contre le chômage ?

A. Quelles sont les causes du chômage ?

1) Définir et mesurer le chômage : une opération complexe

a) Emploi, chômage et sous-emploi

1- De la population totale à l'emploi et au chômage en 2018 en France (en milliers)



Q1 Qui fait partie de la population inactive ?

Q2 Un chômeur est-il actif ? Complétez les 2 cases en lien avec la population active.

Q3 Retrouvez le mode de calcul du Taux d'emploi et du Taux de chômage. Calculez-les à l'aide des données du schéma.



**2- Vidéo – Mesurer le chômage - <http://dessinemoileco.com/mesure-t-on-chomage/>
<http://dessinemoileco.com/mesure-t-on-chomage/>**

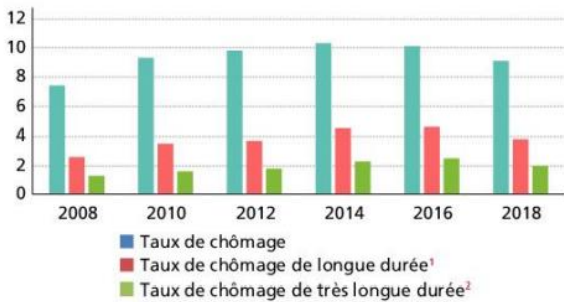
Q1 Quels sont les critères pour comptabiliser chômeur par l'INSEE et par Pôle emploi ?

Q2 Justifiez la phrase : « Un chômeur au sens du BIT ne l'est pas forcément pour France Travail (anciennement Pôle emploi) et vice-versa. Illustrez par un exemple.

Q3 Distinguez les termes d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de halo du chômage.

b) Evolution de l'emploi, du chômage et du sous-emploi

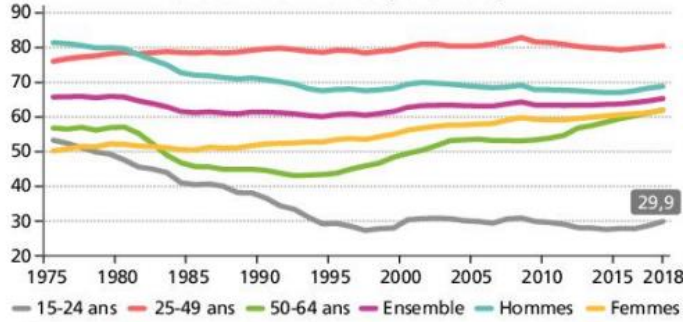
3- Evolution du taux de chômage et du taux d'emploi par âge et sexe en France



Champ : actifs âgés de 15 ans et plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi 2019.

1. Part des personnes au chômage depuis au moins un an dans la population active.
2. Part des personnes au chômage depuis au moins deux ans dans la population active



Champ : actifs occupés âgés de 15 à 64 ans. Source : Insee, enquêtes emploi 2018.

1. Taux d'emploi par tranche d'âge : nombre d'actifs occupés de la tranche d'âge sur la population en âge de travailler de cette tranche d'âge.

Taux d'emploi par sexe : nombre d'hommes (femmes) actifs occupés sur la population masculine (féminine) en âge de travailler.

2. L'âge de la retraite a été porté de 60 à 62 ans à partir de 2011 et la durée de cotisations allongée de 40 à 42 ans.

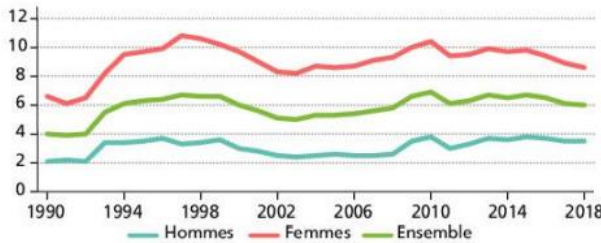
Q1 Commentez les évolutions des taux de chômage de 2008 à 2018.

Q2 Faites une phrase avec la donnée 29,9.

Q3 Comment expliquer, depuis 1975, les évolutions du taux d'emploi par âge et par sexe ?

4- Evolution du taux de sous-emploi global et par sexe

Taux de sous-emploi¹ (en %) en France (1990-2018)

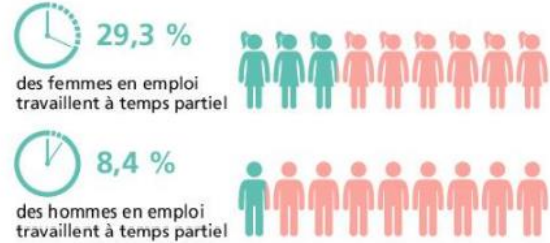


Champ : actifs âgés de 15 ans et plus.

1. Part du sous-emploi dans l'emploi total.

2. Le temps partiel peut être choisi ou subi : dans ce dernier cas, le salarié travaille involontairement une durée inférieure à celle qu'il souhaite.

18,5 % de salariés à temps partiel² en France en 2018



Source : Insee, enquêtes emploi 2019.

Q1 Faites une phrase pour exprimer la donnée correspondant au taux de sous-emploi de l'ensemble en 2018.

Q2 Comment le taux emploi a-t-il évolué ?

Q3 Comment expliquer que le taux de sous-emploi soit de 6% en 2018 alors qu'il y a 18,5 % de salariés à temps partiel ?

Q4 Les hommes et les femmes sont-ils égaux face au sous-emploi ? Justifiez votre réponse.

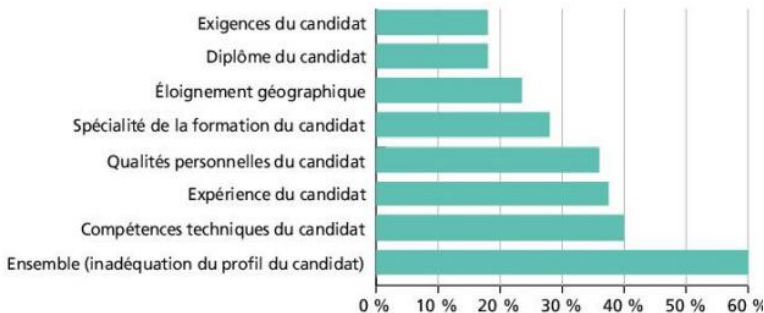
S'entraîner p.75 - Autoévaluation et Mobilisation des connaissances.

2) Les causes du chômage structurel

a) L'offre et la demande de travail ne se rencontrent pas forcément : un problème d'appariement et d'asymétrie d'information

→ Document 1 p.78 Répondre aux questions proposées.

5- Les inadéquations spatiale et de formation



Lecture : parmi les recrutements jugés difficiles par les recruteurs, 37 % le sont en raison de l'expérience du candidat.

Champ : nouveaux recrutements en CDI ou en CDD de plus d'un mois entre septembre et novembre 2015 des établissements d'au moins un salarié du secteur concurrentiel et jugés difficiles par les recruteurs.

Q1 Que représente l'inadéquation du profil du candidat dans les recrutements jugés difficiles par les employeurs ?

Q2 Quels sont les motifs des recrutements jugés difficiles qui renvoient à une inadéquation spatiale entre la localisation du poste et celle du candidat, à une inadéquation de la qualification de l'individu en termes de savoir (formation, diplôme) ? en termes de savoir-faire (expériences, compétences techniques) ? en termes de savoir-être (qualités personnelles, initiative, compétences sociales) ?

Top 3 des entreprises dans lesquelles le salaire annuel médian est le plus élevé en France, en 2019



D'après Les Échos et Glassdoor, 2019

6- Le chômage frictionnel, conséquence d'un mécanisme d'appariement défectueux

Le chômage frictionnel apparaît lorsque le mécanisme d'appariement (mise en relation) entre l'offre et la demande de travail ne fonctionne pas correctement. C'est le cas lorsqu'une entreprise souhaite embaucher un employé avec un profil spécifique, qu'il existe un chômeur avec l'ensemble des caractéristiques souhaitées, mais que les deux parties ne se connaissent pas. Il y a un manque d'information qui fait que cette offre et cette demande ne s'apparient pas. [...] Un des remèdes au chômage frictionnel est l'amélioration de l'information disponible sur le marché du travail. Collecter les offres et les demandes d'emplois est l'une des missions de [France Travail], [anciennement] Pôle emploi. De nombreux sites Internet ont également été développés ces dernières années pour favoriser l'appariement entre les entreprises et les personnes.



John Sloman, Alison Wride, Dean Garatt, *Principes d'économie*, 9^{ème} édition, Pearson, 2015

Q1 Pourquoi peut-on dire que le chômage est en partie dû à un problème d'appariement ?

Q2 Quel rôle peut jouer France Travail pour limiter ce type de chômage ?

b) Les effets positifs et négatifs des institutions sur le chômage structurel

7- Les effets négatifs des institutions sur le chômage structurel selon les libéraux



1. Interdiction en France de licencier sans délai un salarié sauf faute lourde.

2. Pour les entreprises de plus de 50 salariés, reclassement interne ou externe des salariés, création d'activités nouvelles.

3. En cas de licenciement pour motif personnel.

Q1 En situation de reprise de l'activité économique, pourquoi le chômage structurel ne diminue-t-il pas ?

Q2 Pourquoi le salaire minimum est-il une rigidité pour une entreprise ?

Q3 Pour quelles raisons les pouvoirs publics protègent-ils l'emploi et fixent-ils un salaire minimum ?

Q4 Pourquoi les règles de protection de l'emploi rendent-elles difficiles pour les entreprises l'ajustement aux changements de l'environnement ?

8- Les effets positifs et négatifs des règles de protection de l'emploi sur le chômage structurel

Il est souvent avancé, notamment par les employeurs eux-mêmes, que les entreprises sont plus réticentes à embaucher quand les licenciements sont trop règlementés, et qu'elles sont aussi plus sélectives (car ayant moins « droit à l'erreur ») quant aux caractéristiques des embauchés. La protection de l'emploi diminuerait le niveau global d'emploi et accroîtrait la sélectivité du marché du travail, les deux processus jouant au détriment des personnes les moins « employables ». [...] La rigidité du contrat de travail peut plus particulièrement pénaliser les entreprises dans les secteurs innovants [...] donc nuire au processus de « destruction créatrice¹ » [...] et, de façon générale, rendrait les économies moins aptes à s'adapter face à un choc de réallocation nécessitant un redéploiement des travailleurs entre secteurs, professions, régions... [...] Cependant, [...] la protection de l'emploi peut favoriser l'adoption de stratégies fondées sur la formation et la polyvalence, favorables à la productivité.

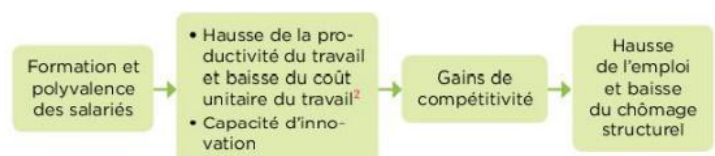
Jérôme Gautié, *Le Chômage*, La Découverte, 2015.



Q1 En vous appuyant sur le dessin de presse, expliquez pourquoi des licenciements trop règlementés freinent les embauches ?

Q2 Par quels processus les règles de protection de l'emploi contribuent-elles au chômage structurel ?

Q3 Montrez que les règles de protection de l'emploi peuvent être favorables à l'emploi.



1. Destruction d'activités économiques anciennes et création d'activités nouvelles.

2. Coût unitaire du travail = coût horaire du travail/productivité horaire du travail.

→ Document 4 p.79 Répondre aux questions proposées.

Q sup : Montrez que l'instauration d'un salaire minimum n'a pas toujours des effets négatifs sur l'emploi.

S'entraîner p.79 - Autoévaluation et Mobilisation des connaissances.

3) Les causes du chômage conjoncturel



Document 1 p.76 - Vidéo - Les effets de la crise financière 2008

<https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001277/la-crise-financiere-mondiale-et-ses-effets-sur-l-emploi.html>

Q1 Comment expliquer la hausse du chômage ?

Q2 Pourquoi le chômage peut-il être qualifié de « conjoncturel »

→ Documents 2,3 et 4 p.76-77 Répondre aux questions proposées.

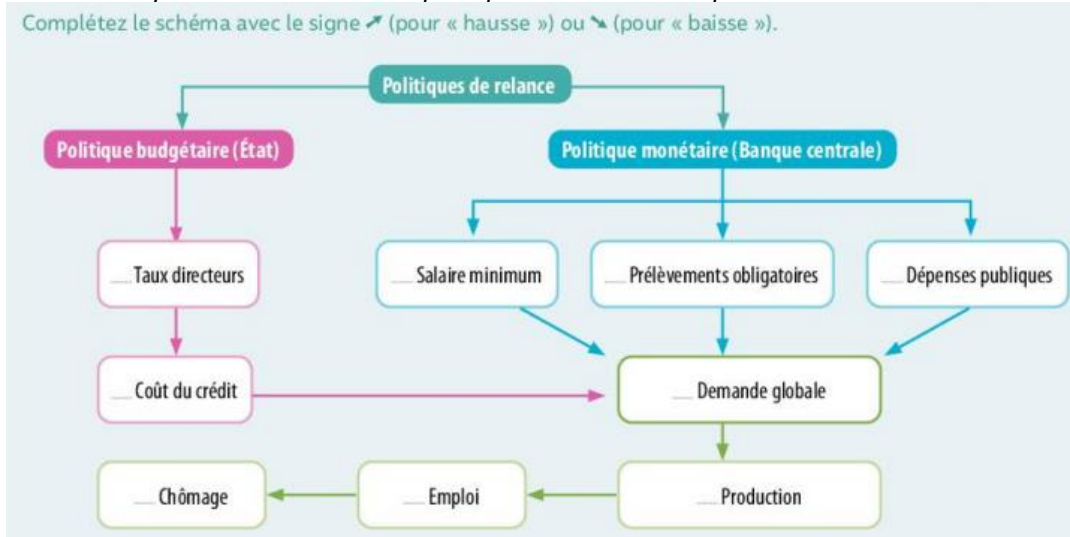
S'entraîner p.77 - Autoévaluation et Mobilisation des connaissances.

B. Quelles politiques pour lutter contre le chômage ?

1) Les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale

→ Documents 1, 2 et 3 p.80 Répondre aux questions proposées.

Reprise du document 3 p.81 : Les effets d'une politique macroéconomique de soutien de la demande globale



9- SYNTHESE à compléter avec les termes suivants : taux d'intérêt, monétaire, salaire, impôts, abaisser, revenus, multiplicateur, conjoncturel, budgétaire, demande anticipée, dépenses

Pour lutter contre le chômage, il faut, comme le réclamait déjà Keynes, intervenir pour soutenir la et relancer ainsi la croissance et l'emploi. Selon lui, on doit cesser d'interpréter le uniquement comme un coût qu'il faudrait le plus possible : il s'agit d'un revenu qui détermine les perspectives d'achat de biens et de services. Pour cela, il faut concevoir une politique de soutien aux de manière à accroître la demande de consommation. Mais Keynes indique que ce sont surtout les investissements qui doivent permettre de relancer l'activité économique. Pour ce faire, les pouvoirs publics disposent de deux principaux volets des politiques macroéconomiques : la politique et la politique La politique de relance cherche à mettre à la disposition des consommateurs, et surtout des investisseurs des liquidités abondantes sur la création monétaire et en réduisant le niveau des pour favoriser l'investissement. La politique de relance, pour sa part, consiste à creuser les déficits publics en augmentant les publiques, notamment par une politique de grands investissements, voire en réduisant les des ménages les plus modestes. Ces dépenses de consommation et d'investissement (chez les ménages, entreprises, administrations) vont constituer les revenus d'autres acteurs, qui à leur tour vont consommer et investir créant ainsi un effet pour l'impulsion initiale. A terme, l'augmentation de la demande globale aura stimulé la production de biens et de services, la demande de travail, et donc l'emploi.

S'entraîner p.81 - Autoévaluation et Etude de document.

2) Les politiques d'allègement du coût du travail

→ Documents 1, 2, 3 et 4 p.82-83 Répondre aux questions proposées.

- 10- SYNTHESE à compléter avec les termes suivants : profits, productivité, structurelle, patronales, compétitivité-prix, délocaliser, salariales, substitution, consommation, coût du travail, chômage, net, embauche

Si on pense, comme les néoclassiques, que le chômage est lié, pour une part importante, à un trop élevé, il va falloir le baisser, en particulier pour les moins productifs. Cette baisse devrait d'abord rendre « rentable » l'..... de travailleurs les moins qualifiés dans le domaine des services (livraisons, restauration aides à la personne ou à domicile...). Par ailleurs, la diminution relative des salaires par rapport au prix du capital devrait inciter les entreprises à utiliser davantage de main-d'œuvre ou à limiter la capital/travail. Cette baisse des coûts salariaux augmenterait aussi leurs et les pousserait à investir davantage, à améliorer leur et donc à gagner des parts de marché. On peut également penser qu'elle désinciterait les firmes utilisatrices de main-d'œuvre peu qualifiée à leur production. Enfin, elle pourrait se traduire par une baisse du des biens et services produits, ce qui pourrait stimuler la, la croissance et l'emploi. L'ensemble devrait donc aboutir à une baisse du Ce raisonnement s'applique plus particulièrement pour les emplois peu qualifiés, à faible et dont la création est très liée à leur coût. C'est dans ce cadre que la question du Smic, comme frein possible à l'emploi se pose à nouveau. Il est quasiment impossible, socialement et politiquement, de diminuer le Smic net. Cependant, le coût salarial en France ne comprend pas seulement la part versée au salarié, le salaire, mais aussi les cotisations et qui financent la protection sociale. Il est alors possible de jouer sur le montant des cotisations sociales pour réduire le coût salarial du Smic, sans rien changer au salaire net.

 **S'entraîner** p.83 - Autoévaluation et Raisonnement.

3) Lutter contre le chômage structurel

- a) Les politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail



- 11- Vidéo – Document 1 p.84 La flexibilisation, comme remède au chômage structurel
https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/reforme-du-code-du-travail/flexibilite-un-contrat-le-temps-d-un-projet_2351111.html

→ Documents 1 p.84 Répondre aux questions proposées.

→ Document 2 p.84 Répondre aux questions proposées.

- 12- Complétez le tableau suivant en précisant les différentes formes de flexibilité mise en place dans les entreprises :

Flexibilité externe		Flexibilité interne		
Flexibilité quantitative	Externalisation	Flexibilité quantitative	Flexibilité fonctionnelle	Flexibilité salariale
.....
.....

- 13- SYNTHESE à compléter avec les termes suivants : polyvalence, interne, adapter, externe, appariement, rémunérations, quantitative, fonctionnelle, rigidités

Les dernières approches du chômage structurel cherchent à assouplir les du marché du travail. D'une manière générale, la flexibilité désigne tous les moyens qu'utilisent les entreprises pour s'..... aux variations de la demande et de leur environnement (conjuncture, concurrence, innovations...), et améliorer ainsi leur compétitivité. Outre la flexibilité des, deux grandes formes de flexibilité sont destinées à rendre les contrats de travail plus souples et les qualifications plus adaptables. D'abord la flexibilité, qui joue sur la possibilité de faire varier sans délai et sans contrainte le nombre d'heures de travail dont l'entreprise a besoin. Cette motivation des horaires peut se faire en, par le recours aux heures supplémentaires, ou en annualisant le temps de travail des salariés de l'entreprise de manière à augmenter leur temps en présence des les périodes de forte activité (fêtes, week-ends...), quitte à le réduire lorsque l'activité est ralentie. Elle peut aussi prendre la forme d'une flexibilité quantitative, qui passe par le développement des

différentes formes de contrats précaires (CDD, intérim) auxquels on peut facilement mettre fin, ainsi que par la possibilité de licencier du personnel sans contrainte. Par exemple, depuis 2017 en France, dans le cadre de la « loi travail », on a autorisé les ruptures conventionnelles collectives, c'est-à-dire la possibilité d'un « commun accord » d'un grand nombre de salariés sans passer par un plan social administrativement contraignant. La flexibilité repose quant à elle sur la formation des salariés. Elle cherche à améliorer leur qualification grâce à la formation permanente pour développer leur et leur capacité d'adaptation et/ou de reconversion en fonction des évolutions des emplois et des mutations technologiques. Ces mesures semblent particulièrement adaptées pour lutter contre les défauts d'..... entre l'offre et la demande de travail.

b) Les politiques de formation

→ Documents 3 et 4 p.85 Répondre aux questions proposées.

 **S'entraîner** p.85 - Autoévaluation et Etude de document.



Champ : France métropolitaine, établissements de 50 salariés ou plus du secteur privé.
 Source : données Dares, in « CDD, CDI : comment évoluent les embauches et les ruptures depuis 25 ans », Dares Analyses, n° 26, juin 2018.